



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2878
29 septembre 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Migrants, travailleurs français et immigrés Frères de classe contre cette société d'exploitation



Le 1^{er} mai, à Paris.

Prix de l'essence
Borne propose,
les grands patrons
disposent

Page 3

**L'écologie
selon Macron**
La planète
attendra

Page 5

Haut-Karabakh
Les peuples
dressés les uns
contre les autres

Page 8

Leur société

- Travailleurs français-immigrés : refuser la guerre entre pauvres 3
- Prix de l'essence : le gouvernement propose, le patronat dispose 3
- Le pape à Marseille : cause toujours 4
- Les présidents à la messe 4
- Nos lecteurs écrivent : la visite de Charles III, côté jardin... 4
- Versailles : le dîner des parasites ! 4
- Planification écologique : Macron brasse du vent 5
- Patronat sous perfusion d'argent public 5
- Journalistes : la loi du bâillon ? 5
- Harcèlement scolaire : une arrestation pour faire sensation 6
- LP Bartholdi - Saint-Denis : non aux sureffectifs et à la galère ! 6
- Lycée Angela-Davis Saint-Denis : place aux JO 6

Dans le monde

- Haut-Karabakh : le déchaînement des nationalismes 8
- Canada : hommage à un "héros" gênant 8
- Pologne-Ukraine : l'impérialisme et ses "petits" alliés 9
- Glyphosate : une autorisation sous influence 9
- Niger : l'armée française forcée de plier bagage 10
- Iran : un régime qui tient par la terreur 10
- États-Unis : la grève dans l'automobile 16

Dans les entreprises

- Médicaments : vente à l'unité poudre aux yeux 7
- Assurances : cherchez à qui profite la prime 7
- Île-de-France : l'accessibilité des transports n'est pas pour demain 7
- 13 octobre : faire entendre les revendications ouvrières 11
- La Poste - PIC Rennes 11
- Msic-SGD Pharma Sucs-en-Brie 12
- La Poste 12
- Mairie de Nanterre 12
- ArianeGroup Saint-Médard-en-Jalles 13
- Renault - Douai 13
- Ehpad Saint-Nicolas - Angers 13
- Bus Keolis - Montesson 14
- SNCF : bricolage ferroviaire 14
- RER métropolitains 14
- Chantiers de l'Atlantique Saint-Nazaire 15
- Tuberculose : sortir de la misère... sortir du capitalisme 16

Agenda

- Fêtes régionales de Lutte ouvrière 3
- Meeting le 7 octobre à Paris 3

Les migrants sont nos frères de classe

Samedi 23 septembre, à Marseille, le pape tenait une gigantesque messe dans le stade Vélodrome. Grâce à l'argent du multimilliardaire Rodolphe Saadé, PDG du groupe de transport maritime CMA-CGM, il a même pu faire un tour dans les rues de la ville, retransmis sur des écrans géants. En bon chrétien, le pape a rappelé cette évidence que les migrants sont des êtres humains. Et tous les médias se sont émerveillés de ces propos. Quelle mascarade ! Le lendemain, à peine Macron s'était-il relevé de sa prosternation devant le pape que, dans son allocution à la télévision, il confirmait le durcissement de sa politique envers les migrants.

Oui, la politique de l'Union européenne (UE) vis-à-vis des migrants est abjecte. Alors que leur nombre est dérisoire au regard de la taille de l'Europe et de sa population, les dirigeants au pouvoir font croire que la situation serait ingérable. Mais, de l'aveu même de l'agence européenne qui comptabilise les entrées irrégulières dans l'UE, il y en aurait eu 230 000 cette année, à peine quatre fois le nombre de gens venus écouter le pape durant sa messe. Les pays européens ont les moyens de les accueillir, mais leurs dirigeants n'abandonneront pas la politique du bouc émissaire qui leur permet de faire diversion devant le mécontentement qui grandit à cause de l'inflation et de la crise économique.

Les prix ne cessent d'augmenter. « Ça va continuer », a dit Macron. Mais tout le monde sait qui est à l'origine de cette situation : il s'agit de TotalEnergies, des groupes de l'agroalimentaire comme Danone et Nestlé, de ceux de la distribution comme Carrefour et Leclerc, ou encore de CMA-CGM, qui a fait 25 milliards d'euros de bénéfices l'an dernier en faisant exploser les prix du transport de marchandises. Mais, pour le gouvernement, il n'est pas question de s'en prendre à ces trusts. Il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé avec les prix des carburants. Le gouvernement a évoqué l'idée d'autoriser la vente à perte pour faire baisser les prix. Cela a aussitôt été rejeté par les distributeurs et les pétroliers. Et immédiatement Macron a retiré son projet.

Lui comme les autres dirigeants politiques de l'UE préfèrent pointer du doigt les migrants, prétendant qu'il n'est pas possible « d'accueillir

toute la misère du monde ». Comme s'ils n'étaient pas responsables de la misère d'ici et d'ailleurs !

Car d'où vient la misère que fuient les migrants ? La plupart des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine sont des pays riches en matières premières. C'est là-bas que TotalEnergies va pomper son pétrole et que d'autres industriels vont chercher leurs matières premières. Ces pays ont été maintenus dans le sous-développement par le pillage des grands groupes capitalistes des pays impérialistes, ces mêmes groupes qui nous exploitent et nous rackettent ici avec l'inflation. En compensation de ce pillage, les cliques dirigeantes de ces pays ont reçu des miettes, non pour développer leur pays mais

pour pouvoir se vautrer dans le luxe au milieu d'une misère noire. Et surtout, cet argent sert à mettre sur pied des armées, avec l'aide de celles des pays riches, capables de tenir les populations. C'est ce qu'a fait la France en Afrique. À tout cela s'ajoutent les catastrophes climatiques et les guerres que toute cette situation entraîne.

Alors, travailleurs, ne nous laissons pas entraîner dans le piège de voir les migrants comme une menace. Ceux qui cherchent à nous dresser les uns contre les autres sont nos pires ennemis. Ces dirigeants politiques, ceux au pouvoir comme ceux qui espèrent y être, sont au service des plus riches et ils se moquent de nos vies tout autant que de celles des migrants.

Par contre, les migrants seront à côté de nous dans les entreprises et dans nos quartiers et deviendront nos sœurs et nos frères de classe. Et, en tant que travailleurs, nous devons être pour la liberté de circulation et d'installation et pour que tous les travailleurs, d'où qu'ils viennent, aient les mêmes droits. Il ne s'agit pas seulement d'une question d'humanité, c'est aussi une question vitale pour le camp de la classe ouvrière. Celle-ci peut être une force considérable, avec une énergie révolutionnaire irrésistible, mais à la condition qu'elle soit soudée par une conscience de classe et par un parti porteur d'un programme pour renverser cet ordre social impérialiste qui pourrait notre vie ici et celle de milliards d'êtres humains de la planète.

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !
Nathalie Arthaud



Travailleurs français-immigrés : refuser la guerre entre pauvres

« Nous, Français, [...] nous devons être humains, mais on doit être rigoureux et on ne peut pas accueillir toute la misère du monde », a déclaré Macron lors de son intervention télévisée du 24 septembre, reprenant partiellement une phrase de Michel Rocard prononcée en 1989 alors qu'il était Premier ministre – socialiste – de Mitterrand.

Les représentants de la bourgeoisie, de Macron à l'extrême droite, comme souvent ceux qui se disent de gauche, reprennent plus ou moins la même idée selon laquelle il ne serait pas possible d'accueillir quelques dizaines de milliers de pauvres qui cherchent à ne pas mourir de faim ! Ils restent à dessein sur ce terrain, alimentant la surenchère anti-immigrée.

Les migrants, ces travailleurs qui cherchent seulement à gagner leur vie pour faire vivre leur famille, comme n'importe quel travailleur quelle que soit sa nationalité, sont montrés du doigt comme s'ils avaient une quelconque responsabilité dans l'appauvrissement général de

la population. Ceux qui, parmi les politiciens, désignent les migrants comme une menace cherchent en fait à faire croire qu'il n'y a plus les moyens de garantir un accès aux soins, au logement, à un emploi avec un salaire correct. C'est aussi de cette façon qu'ils justifient la politique anti-ouvrière, les attaques contre les travailleurs.

Désigner ainsi des boucs émissaires est un moyen de faire diversion, de masquer les responsabilités du grand patronat dans l'explosion des prix, le chômage, les bas salaires et de manière générale la dégradation de la société. C'est un moyen que les ennemis des travailleurs ont toujours utilisé pour diviser afin de mieux régner.

Mettre en concurrence les travailleurs entre eux, les patrons le font constamment, opposant le travailleur embauché à celui qui est intérimaire, celui qui a un emploi à celui qui est au chômage ou au RSA. C'est « l'arme la plus acérée de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat », pour reprendre les mots qu'employait Engels il y a plus d'un siècle.

Le mouvement ouvrier, quand il se fixait l'objectif de renverser le capitalisme pour mettre fin à l'exploitation, combattait ce fléau de la division. Aujourd'hui comme hier, la seule issue pour les travailleurs est de se regrouper, quels que soient leur origine, leurs papiers et la couleur de leur peau, partout dans les entreprises et les chantiers, et de retrouver cette conscience de leur unité indispensable dans leur lutte contre leurs exploités.

Aline Retesse



Dans la manifestation du 1^{er} mai, à Paris.

Prix de l'essence : le gouvernement propose, le patronat dispose

Le prix de l'essence a encore augmenté et avoisine à nouveau les 2 euros. Les actionnaires de Total notamment, dont les profits ont doublé l'an dernier pour atteindre 36,2 milliards d'euros, vont encore pouvoir se frotter les mains.

Tout ce que Macron a trouvé à annoncer le 24 septembre, est une aide de l'État au consommateur, limitée à 100 euros par an et qui sera distribuée avec parcimonie. Il n'est plus question du geste symbolique proposé par la Première ministre, Elisabeth Borne, une semaine plus tôt à Total et aux grandes surfaces qui vendent l'essence, à qui elle avait suggéré de vendre « à perte », leur promettant la levée de l'interdiction d'une telle pratique, inscrite dans la loi depuis 1963.

Cette annonce était dérisoire car, même si les grandes surfaces affichent des produits à prix coûtant, ou même en fait à perte, elles peuvent rester bénéficiaires en négociant avec leurs fournisseurs des ristournes confidentielles, sans compter le fait qu'elles peuvent toujours se rattraper sur d'autres produits. Quant à Total, il est son propre fournisseur ! À défaut de faire réellement baisser les prix, l'annonce de Borne aurait peut-être pu redresser sa cote dans les sondages. Mais c'était sans compter sur la réaction du PDG de Total, Patrick Pouyanné, qui a balayé d'un

revers de main l'annonce de la Première ministre. Il lui a signifié que la seule limite à la hausse du prix du carburant est celle que Total a fixée en disant qu'il ne dépassera pas les 2 euros le litre.

La grande distribution, elle aussi impliquée dans la vente de l'essence, a fait entendre la même musique : « Nos entreprises ne sont pas fabriquées pour la vente à perte, nous n'en ferons pas », a tranché le représentant des magasins Leclerc. Il ne restait plus à Macron qu'à aider la Première ministre à avaler son chapeau.

Ce petit épisode rappelle clairement qui décide vraiment, des politiciens ou des capitalistes. Pendant ce temps, la facture reste salée pour celles et ceux obligés de prendre leur voiture pour aller travailler ou pour rechercher un emploi. Les travailleurs ne peuvent accepter d'être réduits à des mesures de charité de l'État de plus en plus insignifiantes : il leur faut imposer l'indexation des salaires sur les prix des principales dépenses, dont l'essence.

Jean Sanday

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Bourges

Samedi 30 septembre
de 14 h à minuit
Restaurant Les Rives d'Auron
(près de la Médiathèque)

Lille

Samedi 30 septembre
de 15 h à minuit
Cousinerie, rue Carpeaux
à Villeneuve-d'Ascq
Avec Nathalie Arthaud

Toulouse

Samedi 30 septembre
de 18 h à minuit

Dimanche 1^{er} octobre
de 11 h à 18 h

Salle des fêtes
de Ramonville-Saint-Agne
Avec Jean-Pierre Mercier

Orléans

Samedi 7 octobre
de 14 h à minuit
Salle des Bicharderies,
rue des Bicharderies
à Fleury-les-Aubrais

Rennes

Samedi 7 octobre
de 15 h à minuit

Centre social Carrefour 18
7, rue d'Espagne
Métro H. Fréville

Strasbourg

Dimanche 8 octobre
à partir de 11 heures
Centre social et culturel
de Hautepierre-le-Galet
4, avenue Tolstoï
Avec Jean-Pierre Mercier

Fourmies

Dimanche 8 octobre
à partir de 11 heures
Espace Mandela
(à côté de l'Écomusée)
Avec Nathalie Arthaud

Guerre, inflation,
crise climatique...
Renverser
le capitalisme !



Meeting à Paris

Avec Nathalie Arthaud
et Jean-Pierre Mercier

Samedi 7 octobre à 15 heures

À la Maison de la Mutualité,
24, rue Saint-Victor – Paris 5^e
Métro : Maubert-Mutualité – entrée libre

Le pape à Marseille : cause toujours

La semaine marquée par l'arrivée du roi Charles III et celle du pape François a logiquement été rythmée par les cérémonies réactionnaires.

Les discours du pape affirmant que les migrants sont des êtres humains, dont la vie compte également, ont fait la une de l'actualité.

Pourtant il ne s'agit que d'idées humanistes élémentaires, qui ne changent rien au côté réactionnaire des discours du pape. En effet, s'il a fustigé l'indifférence vis-à-vis des migrants, il s'est bien gardé de dénoncer le système qui engendre leur misère.

Il ne faut pas oublier

que l'Église a longtemps été complice du pillage de l'Amérique par les bourgeoisies européennes, de la traite des esclaves et du colonialisme. C'est justement cet impérialisme qui est à la racine de la situation actuelle de l'Afrique et de la situation des migrants qui la fuient. Cela n'empêche pas les dirigeants de continuer ensuite leur œuvre contre les classes populaires, et de tenir leurs propos anti-immigrés de bas étage.

Le Vatican a été de tout temps un allié des puissants et des impérialistes. Même le régime nazi a été longtemps épargné par le Vatican, qui a fermé les yeux sur ses pires atrocités jusque tard dans la guerre. Le quotidien italien *Corriere della Sera* a révélé, samedi 16 septembre, l'existence d'une nouvelle lettre, signée en 1942 par un jésuite allemand, montrant que le pape Pie XII disposait bien d'informations détaillées sur l'extermination des juifs. L'Église catholique a appuyé les pires dictatures, de Franco à Pinochet.

Le pape a fait son discours de « solidarité envers les migrants et les plus démunis » devant les politiciens qui justifient les mesures

contre les migrants. Parce que la messe sert aussi à cela : une prière, une absolution, et on continue.

Charles Legoda

Les présidents à la messe

Macron, Borne et Darmanin ont participé à la messe célébrée par le pape François samedi 23 septembre au stade Vélodrome à Marseille.

Visiblement, quand l'abaya est portée par le pape et le clergé catholique, elle dérange moins ces politiciens.

En bon politicien de droite, Macron a voulu montrer que pour lui, si le catholicisme n'est plus religion d'État, il occupe toujours une place importante pour le maintien de l'ordre moral dans la société française et qu'à ce titre, les présidents se doivent de lui rendre hommage.

Ce n'est d'ailleurs pas le premier à agir ainsi. Giscard d'Estaing était lui aussi allé à la messe célébrée

par le pape Jean-Paul II lors de sa visite en France en 1980. Avant lui, de Gaulle avait carrément fait installer une chapelle dans l'enceinte même de l'Élysée. En 1962, il avait assisté à une messe de réconciliation entre la France et l'Allemagne dans la cathédrale de Reims. Quant au président Sarkozy, il faisait des signes de croix à tour de bras à chaque cérémonie religieuse où il allait !

Du côté des responsables politiques, les bondieuseries ne s'arrêtent pas là. Le président de la République porte par exemple le titre

de « premier et unique chanoine honoraire de la basilique Saint-Jean de Latran » : une tradition qui remonte à la fin du Moyen Âge et au roi Louis XI. Chirac, Sarkozy et Macron sont même allés à Rome pour recevoir ce titre des mains du pape au cours d'une cérémonie religieuse. Et si Hollande, Mitterrand et Pompidou ne se sont pas déplacés, ils ne l'ont pas refusé non plus et ne l'ont pas aboli.

Tout cela n'a rien à voir avec les convictions religieuses ou philosophiques. Mais tous les dirigeants de cette société d'exploitation savent que la religion sert à la défense de l'ordre social.

Arnaud Louvet



Versailles : le dîner des parasites !

Mercredi 20 septembre, Macron organisait un dîner de bienvenue au château de Versailles en l'honneur du roi Charles III.

Parmi les 160 convives, on trouvait aussi un panel représentatif des vrais rois modernes, les dirigeants capitalistes : Bernard Arnault (LVMH), Rodolphe Saadé (CMA-CGM), Dumas (Hermès), Niel (Illiad), McInnes (Safran), Macgregor (Engie), Trappier (Dassault), Sénard (Renault), etc. Ils ferment des usines et profitent gaieusement de leurs milliards de profits tirés du travail des salariés.

On a pu avoir une petite idée de leur train de vie. Autour d'une table de 62 mètres, ils ont bu des vins d'exception. Le Château Mouton Rothschild 2004 a coûté environ 2 700 euros la bouteille. Le homard bleu, la volaille marinée au champagne, tout cela ne pouvait pas se manger dans n'importe quelle assiette : les invités ont pu se délecter dans de la porcelaine

du XVIII^e siècle provenant des réserves de l'Élysée, et de boire dans des verres en cristal de Baccarat.

De peur de choquer les classes populaires victimes de l'inflation, des bas salaires et des sacrifices demandés par ce monde de privilégiés, le coût du dîner n'a pas été communiqué. Élysée et gouvernement refusent de donner le prix. Mais les estimations qui circulent, autour de 30 000 ou 40 000 euros par convive, et le prix des bouteilles donnent déjà un ordre d'idée.

Les classes privilégiées actuelles ont décidément hérité des mêmes goûts et du même parasitisme que leurs prédécesseurs aristocrates, dans les mêmes lieux. Elles méritent tout autant que les exploités les renversent par une révolution.

C. L.



VICTORIA KOUSSA FRANCE INFO



Nos lecteurs écrivent : la visite de Charles III, côté jardin...

Je travaille à la faculté de Jussieu, dans le 5^e arrondissement de Paris, et je suis à la CGT. Les camarades du Muséum d'Histoire naturelle, situé juste à côté, nous avaient avertis que pour la visite du roi Charles III au Jardin des Plantes et au Muséum, le site dans son ensemble serait vidé de tous ses travailleurs, chercheurs y compris, et que toutes les activités seraient annulées : colloques, sorties scolaires et autres. Bref, pour cette visite royale, le Jardin des Plantes et

le Muséum seraient privatisés.

Les camarades de la CGT du Muséum et ceux de Jussieu ont organisé sur la place, devant l'entrée de l'université à 300 mètres du Muséum, une protestation contre cette privatisation royale, un comble le jour anniversaire de l'abolition de la monarchie pendant la révolution française, votée par la Convention le 21 septembre 1792. Le rassemblement à peine commencé, des gendarmes mobiles plus nombreux

que nous sont venus nous encercler. Puis ils nous ont fait sortir de leur nasse un par un pour prendre nos identités et nous menacer d'une amende de 150 euros pour rassemblement non autorisé. L'une d'entre nous a même été interpellée et emmenée au poste.

Voilà comment l'État se met au service d'un roi pour empêcher qu'il entende la voix de toute protestation, aussi symbolique soit-elle.

Un travailleur de Jussieu

Planification écologique : Macron brasse du vent

On aurait mauvaise grâce de se plaindre : alors que sur le front climatique le bilan de l'année 2023 promet d'être pire que celui de 2022, déjà alarmant, Macron, en dévoilant les 24 et 25 septembre son projet de planification écologique, a brassé quantité d'air.

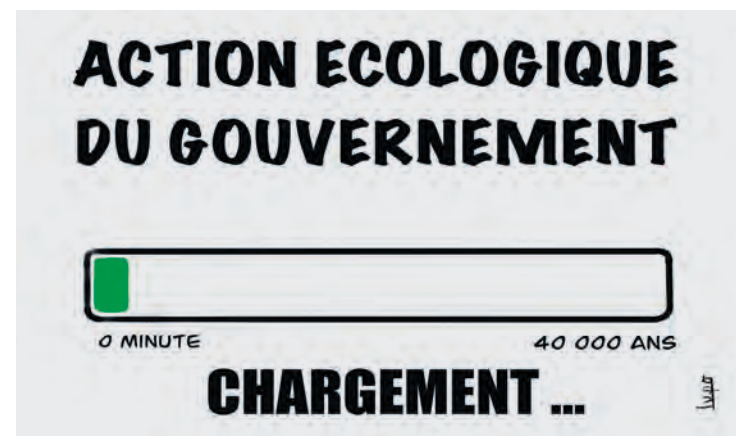
Recyclage et bricolage au programme, on n'assistait pas à un épisode de *Louis-la-Brocante*. Pourtant on aurait pu le croire, tant les annonces du président sentaient le moisî. On a pu entendre que le pays « serait totalement sorti du charbon pour la production de notre électricité » d'ici le 1^{er} janvier 2027. Or la campagne du candidat Macron en 2017 n'en promettait-elle pas la fin pour 2022 ? D'ailleurs, le charbon n'est responsable que de 0,6 % des émissions de CO₂. Qu'en est-il donc des autres énergies fossiles, pétrole et gaz, dont la consommation croissante

et l'extraction constituent une menace pour une partie de l'humanité, mais enrichissent les capitalistes de l'énergie ?

Le silence présidentiel en dit long sur l'intérêt qu'il porte à la question. Dans l'art du discours, en revanche, on a eu droit à des tombereaux de formules aussi contradictoires que surprenantes, l'écologie de Macron étant tour à tour « à la française », « compétitive », et même « souveraine ». Comme si justement l'urgence liée au réchauffement climatique et aux catastrophes humaines n'exigeait pas des réponses à

l'échelle de la planète, ignorant les frontières et encore plus la compétitivité chère aux capitalistes !

Le démagogue, qui veut se montrer complice en déclarant qu'il « adore la bagnole », ne cherche qu'à gagner du temps quand il survole le sujet des transports, responsables de 30 % des émissions de gaz à effet de serre. Il agite le mythe de la voiture électrique, présentée comme la solution à tous les problèmes, en prétendant la rendre accessible aux travailleurs en prix et en nombre, alors que n'existent ni les batteries réellement écologiques ni les mégawatts pour les alimenter. Des transports collectifs, en un réseau dense, fiable, seraient une nécessité, en particulier dans les zones rurales où pour l'instant les habitants



restent tributaires du véhicule individuel. Mais les 700 millions d'euros prévus pour les RER métropolitains tiennent du gadget, alors que le ferroviaire est laissé à l'abandon. Les 38 millions de voitures individuelles, leurs gaz polluants et leurs carburants de plus en plus chers ont encore de belles années devant elles...

Il en est de même pour les capitalistes de l'agriculture, qui vont pouvoir continuer à répandre les polluants dits phytosanitaires au mépris de la santé des agriculteurs et de la vie même des insectes et des oiseaux. Quant aux bétonneurs, ils vont pouvoir continuer d'artificialiser les

sols, tant les projets d'aéroports, de mégabassines, de zones commerciales et logistiques se multiplient et sont encouragés.

Par contre, sur la question des prix de l'énergie, qui pèsent sur les budgets des travailleurs, l'écologie et la protection de la planète deviennent des prétextes pour protéger en réalité les profits des TotalEnergies, Orano et autres. Pour avoir une chance d'atteindre les objectifs fixés par les scientifiques pour le climat, il faudra mener d'autres combats. D'ici là, les éoliennes auront fort à faire pour faire plus de vent que Macron.

Viviane Lafont

Patronat : sous perfusion d'argent public

En réclamant par voie de presse que les milliards d'économies réalisés par l'Unedic sur le dos des chômeurs servent à financer de nouveaux allègements de cotisations sociales pour le patronat, Patrick Martin, le président du Medef, dit clairement que les capitalistes n'en ont jamais assez.

En quelques années, les exonérations de cotisations sociales pour le patronat se sont multipliées. Elles représentaient déjà 26 milliards d'euros en 2012. Elles se montent maintenant à plus de 77 milliards par an, soit un triplement en dix ans. Les patrons ne payent plus par exemple que 7 % de cotisations sur les salaires inférieurs à 1,5 smic. C'est un vol pur et simple opéré sur les revenus des travailleurs, puisque les cotisations dues par les patrons

constituent du salaire indirect. Exonérer un patron de cotisation revient donc à baisser le salaire d'un travailleur. Ensuite, pour compenser ce manque à gagner, l'État puise dans les poches des travailleurs, comme avec la CSG retenue chaque mois sur la fiche de paye, les indemnités chômage ou la retraite, et qui n'a cessé d'augmenter depuis sa création en 1991.

Un récent rapport parlementaire, dont l'un des auteurs est pourtant un

macroniste convaincu, reconnaît aussi que les exonérations de cotisations sociales bénéficient principalement aux plus grandes entreprises. Un aveu sans surprise, mais qui montre à quel point l'éternel prétexte du petit artisan ou de la PME à aider est mensonger. L'État réserve ces exonérations et bien d'autres béquilles fiscales aux plus gros capitalistes.

Enfin, la hausse spectaculaire des exonérations sociales ne représente en réalité qu'une partie de l'ensemble des cadeaux faits au patronat. Ces vingt dernières années, ces aides de l'État au grand patronat ont explosé. En 2019, avant le Covid et la crise, leur montant total était déjà estimé à 160 milliards d'euros par an.

Ce gigantesque transfert de fonds des poches des travailleurs vers celles des grandes entreprises révèle le caractère profondément parasitaire des capitalistes. Dans cette mise sous perfusion d'argent public, l'État leur sert de fidèle cathéter, au détriment de toute la société.

Marlène Stanis

Journalistes : la loi du bâillon ?

Le 26 septembre, une journaliste du site d'investigation Disclose, Ariane Lavrilleux, a été convoquée chez un juge des libertés et de la détention après avoir subi dix heures de perquisition à son domicile et 48 heures de garde à vue pour trouver quelles étaient ses sources.

On reproche à cette journaliste d'avoir publié, en collaboration avec plusieurs autres journalistes, une enquête sur Sirli, une opération des services de renseignements militaires français réalisée en Égypte à partir de 2016. Cette collaboration, conclue entre le dictateur al-Sissi et le gouvernement français de François Hollande, s'est poursuivie sous Macron. Elle consistait, au nom de la lutte contre le terrorisme, à confier la surveillance de la frontière entre la Libye et l'Égypte à un avion piloté par des militaires français. Les renseignements recueillis devaient être traités par l'armée de l'air égyptienne, qui se chargerait d'éliminer les

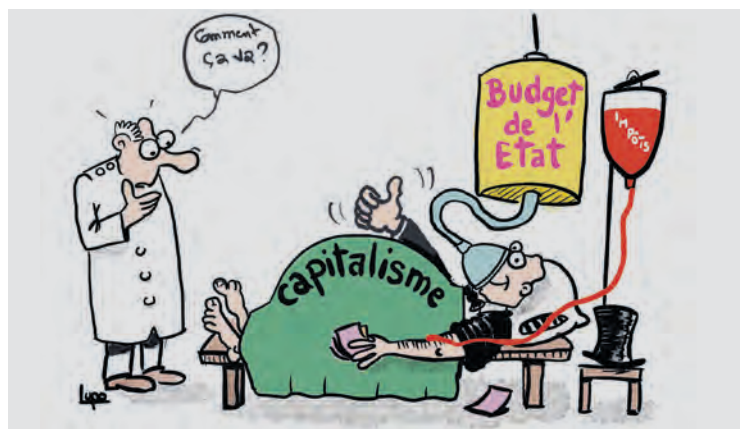
prétendus djihadistes.

L'enquête de Disclose a révélé en 2021 que l'armée égyptienne avait réalisé au moins 19 bombardements sur les cibles repérées, en réalité des véhicules de petits trafiquants et contrebandiers en tout genre, en faisant sans doute plusieurs centaines de morts civils.

Imperturbables, Hollande puis Macron ont continué à soutenir al-Sissi, à le rencontrer, à le décorer et à lui vendre des Rafale pour une poignée de milliards. Et tant pis pour tous ceux qui longent ou traversent cette frontière, contrebandiers, migrants, opposants fuyant la guerre et les régimes dictatoriaux d'une région qui n'en manque pas, à commencer par celui du dictateur égyptien.

Une journaliste lanceuse d'alerte, elle, peut se trouver sous le feu des appareils répressifs, services secrets, police, justice. Une parfaite entrée en matière pour les États généraux de l'information décidés par Macron.

Sylvie Maréchal



Harcèlement scolaire : une arrestation pour faire sensation

Lundi 18 septembre, un collégien de 14 ans a été arrêté en plein cours dans un établissement d'Alfortville, dans le Val-de-Marne. Menotté devant ses camarades, il a passé 24 heures en garde à vue. Il avait menacé de mort une lycéenne de 15 ans sur Instagram, et les parents de la jeune fille avaient porté plainte le matin même.

Cette arrestation fait suite à la révélation par la presse du courrier menaçant adressé par le rectorat de Versailles à la famille du jeune lycéen qui s'est finalement suicidé, après des mois de harcèlement. Pour masquer son impuissance, le rectorat s'en était pris aux victimes en reprochant par lettre aux parents leurs critiques envers l'établissement, dans lequel leur enfant ne recevait aucun soutien. Devant le scandale, l'ex-rectrice s'est défaussée, disant qu'elle

n'avait pas été informée de cette lettre.

Force est de constater que, dans ce nouveau cas, l'État passe d'un extrême à l'autre. Le harcèlement auquel s'est livré ce jeune de 14 ans mérite bien sûr une sanction éducative et une intervention de la direction de son établissement, mais certainement pas d'être arrêté en pleine classe. D'autant qu'il est lui-même fragile, élevé par son grand-père après le décès de son père, et en échec scolaire.

Le harcèlement d'adolescents par d'autres adolescents relève de la vigilance des adultes, d'efforts pédagogiques et psychologiques pour faire comprendre à ces jeunes les enjeux de leurs attitudes. Et il faut tout faire pour leur permettre d'échapper à la violence que la société elle-même leur apprend à utiliser envers les autres.

Gabriel Attal, le ministre de l'Éducation nationale, s'est pourtant empressé de justifier ce déploiement de forces, cinq policiers pour un jeune, et la promptitude de la réponse. Selon lui, il faut « des messages forts » et il insiste : « C'est comme ça qu'on s'en sortira face au fléau du harcèlement, c'est comme ça qu'on protégera aussi nos enfants. »

Il y a là du mauvais spectacle destiné à masquer l'incurie du gouvernement, dans ce domaine comme dans d'autres. Depuis le premier quinquennat de Macron, le gouvernement a à son actif près de 9 500 suppressions de postes d'enseignants. Cette politique a contribué à vider les établissements des adultes pouvant éduquer la jeunesse et veiller aux plus fragiles. À cela s'ajoute l'absence d'assistantes sociales, d'infirmières, de médecins scolaires, de psychologues de

l'Éducation nationale, toutes personnes susceptibles de percevoir les angoisses des jeunes harcelés et de ne pas laisser les enseignants seuls face aux appels au secours.

Gabriel Attal ne prévoit aucunement d'embaucher. Son attitude montre comment les plus haut gradés dans la hiérarchie savent se décharger de leurs responsabilités et faire porter le chapeau aux autres. L'inverse de ce qu'il faudrait inculquer aux jeunes pour combattre le harcèlement.

Aline Urbain

LP Bartholdi – Saint-Denis : non aux sureffectifs et à la galère !

Au lycée professionnel Bartholdi de Saint-Denis, comme dans plusieurs autres de Seine-Saint-Denis, le personnel a eu la surprise d'apprendre à la rentrée qu'au milieu des congés d'été le rectorat avait décidé de passer les effectifs des classes de seconde de 24 à 30 élèves.

Il s'agissait paraît-il de faire face à un afflux d'élèves. Comme si le nombre d'élèves en collège n'était pas connu de l'administration depuis des années ! De plus, une grande partie des effectifs réels des classes dépassaient largement les capacités officielles, des classes prévues à 24 étant parfois à 30 élèves, et celles à 30 passées à 32 !

À part « organiser » ce sureffectif, l'académie

n'avait rien prévu à la rentrée. On allait bien voir ce que cela allait donner... Et ce qui devait arriver arriva : des élèves sans table, des enseignants cherchant une salle pouvant accueillir leur cours, un bazar lamentable témoignant du mépris de ces prétendues autorités. À cela s'ajoutaient les révoltants et hélas habituels manques que connaissent les établissements scolaires des banlieues populaires :

pas d'infirmière, comme depuis des années, plusieurs enseignants non nommés. Pour ce qui est du matériel, dans les ateliers de maintenance, la panne de plusieurs machines transforme pour le moment une partie des cours en garderie. Quant à la tenue indispensable aux élèves travaillant dans les ateliers, nul ne sait quand elle va arriver.

Après une première journée de grève d'avertissement, une large partie du personnel a donc fait quatre jours de grève du mardi 19 au vendredi 22 septembre. Cette réaction collective pour faire face ensemble aux dégradations des conditions de travail a redonné le moral. Une réunion avec les parents d'élèves a conforté tous les présents dans la conviction qu'il était possible de ne pas subir.

L'académie a fini par bouger une oreille et a reçu une délégation le 25 septembre... pour expliquer qu'elle ne ferait rien !

Les cours ont repris « anormalement », comme le disent les grévistes. Aucun des problèmes n'est réglé, et ils comptent bien continuer à le faire savoir.

Correspondant LO



Manifestation des travailleurs de l'Éducation nationale, en janvier 2021.

Lycée Angela-Davis Saint-Denis : place aux Jeux olympiques

Ouvert en 2017, le lycée Angela-Davis de Saint-Denis ne bénéficie pas de suffisamment d'équipements sportifs proches pour les cours d'EPS. Il faut au moins une demi-heure de marche pour se rendre aux annexes du stade de France ou au terrain de foot du Landy, autant au retour.

Sur un créneau de deux heures, les élèves font moins d'une heure de sport. Mais la situation s'aggrave avec la Coupe de monde de rugby, et l'approche des Jeux olympiques et paralympiques. Les équipements autour du stade de France sont inaccessibles toute l'année scolaire aux établissements, du fait de la préparation des Jeux ou pour les activités liées aux événements, et cela jusqu'à la rentrée 2024. De plus, le

stade du Landy est en travaux pour au moins trois mois. Les enseignants d'EPS en sont réduits à organiser des séances sous le préau du lycée, ou dans le foyer des élèves. L'athlétisme sera pratiqué sur un terrain non adapté, en tassant les classes.

La ministre des Sports prétend faire des Jeux olympiques un levier de promotion de l'activité physique pour tous. Ce n'est certainement pas l'objectif de ces Jeux, qui sont avant tout un événement financier dont sont exclus l'immense majorité des habitants de Seine-Saint-Denis. Et ils sont même sommés de laisser la place, comme les élèves de ce lycée lésés dans leurs activités sportives.

Correspondant LO



Médicaments: **vente à l'unité, poudre aux yeux**

Le gouvernement a prévu d'obliger les pharmaciens à distribuer certains antibiotiques à l'unité. Cette mesure est présentée comme le remède à la pénurie de médicaments prévisible à nouveau cet hiver.

L'information a été rendue publique par France Info le 20 septembre, et devrait concerner, en cas de rupture de stock, une liste de médicaments qui doit encore être publiée. Les pénuries ont en effet touché 37 % de la population depuis le début de cette année, et rien ne permet de prévoir une amélioration pour l'hiver.

Avec cette mesure, le gouvernement donne l'impression d'agir, tout en n'imposant rien aux grandes entreprises productrices. Il profite même de l'occasion pour faire passer le message que le problème viendrait

d'un gaspillage de la part des patients. Mais il est évident que cette mesure ne changera rien. Par exemple, parmi les médicaments qui ont le plus manqué l'hiver dernier, l'amoxicilline pédiatrique est distribuée en flacons et ne peut donc pas être divisée. Dans la même veine, le ministre de la Santé, Aurélien Rousseau, a également annoncé en septembre qu'en cas de rupture les hôpitaux pourront eux aussi faire des préparations, mais cela ne pourra dépanner que peu de malades.

Par ailleurs, le gouvernement a promis au 1^{er} octobre

une augmentation de 10 % du prix de l'amoxicilline, l'antibiotique le plus vendu en France. Il se justifie en disant que cela incitera les fabricants à ne pas délocaliser leur production, voire à la relocaliser. Mais cela fait des années qu'ils ont sous-traité la production des molécules de base, comme le paracétamol, à des entreprises indiennes ou chinoises, parce qu'ils jugeaient trop faible le profit qu'ils en tiraient. Sanofi et les autres trusts européens réorientent leur production vers des traitements basés sur des biotechnologies récentes, dont les médicaments dits innovants qui échappent aux règles de fixation du



prix et sont donc inabordables. C'est par exemple le cas d'un anticancéreux, le Keytruda, qui est vendu en France par Merck à 5 200 euros la dose.

La pénurie de médicaments a donc pour cause les choix des laboratoires, pour qui il ne s'agit pas de soigner, mais de faire du profit.

Thomas Baumer

Île-de-France: **l'accessibilité des transports n'est pas pour demain**

Les PDG de la RATP, de la SNCF, et d'ADP (Aéroports de Paris) ont signé le 20 septembre en présence d'Élisabeth Borne, un plan pour améliorer l'accessibilité des transports en commun aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, d'ici aux JO de Paris 2024.

Les principales mesures mises en avant par Castex, Farandou et de Romanet sont révélatrices: davantage d'annonces sonores pour les personnes malvoyantes, des billetteries avec des interfaces sonores, ou encore la possibilité de conserver l'usage de son fauteuil roulant dans les aéroports jusqu'à la porte des avions. Elles ont en commun de ne pas coûter grand-chose, et reflètent l'autosatisfaction de ces dirigeants. La RATP

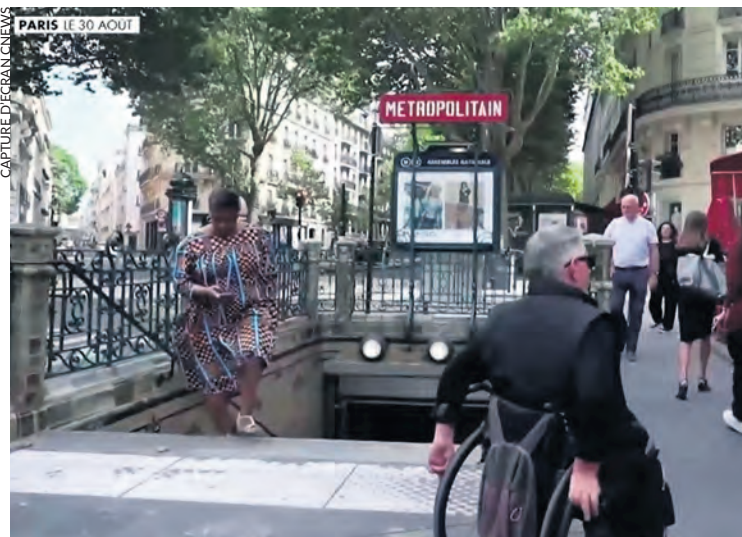
explique ainsi dans une communication que, si les travaux nécessaires pour adapter le réseau de métro sont presque impossibles du fait de son ancienneté, le taux d'accessibilité est de 100 % sur les RER A et B, les tramways et les lignes de bus dans Paris. C'est une fable, comme peuvent le constater ceux qui ont récemment fréquenté ces lignes, surtout si l'on prend en compte la quasi-saturation des transports, qui n'arrange rien à

cette accessibilité.

L'association APF France Handicap a dénoncé en janvier dernier le fait que, même lorsque les gares RER disposent des aménagements nécessaires, une assistance humaine est souvent nécessaire pour descendre du train, et que le principal problème est bien sûr de pouvoir y monter. La raison de fond en est que le déplacement des personnes à mobilité réduite ne constitue pas un marché, sinon par le biais de subventions de l'État, qui est plus prompt à financer l'armement.

Le gouvernement a pourtant sorti une enveloppe de 1,5 milliard d'euros pour financer l'accessibilité, Jeux paralympiques obligent, dont 430 millions sont prévus pour les transports, mais aussi 300 millions pour les PME. La question du handicap et de la mobilité est donc à nouveau le prétexte à des subventions. De fait, une loi votée en 2005 imposait théoriquement de rendre accessibles l'ensemble des lieux publics dans un délai de dix ans. Elle est évidemment loin d'avoir été appliquée.

T. B.



Assurances: **cherchez à qui profite la prime**

Les compagnies d'assurances prévoient de nouvelles hausses pour 2024, soit de 4 à 8 % pour l'automobile et pour l'habitation.

Une famille contrainte d'utiliser deux voitures et d'assurer son logement, ce qui est le cas typique des salariés résidant dans des petites villes et des bourgs de campagne, peut y laisser 2 500 euros tous les ans.

Cette année, les compagnies d'assurances invoquent le réchauffement climatique, les tremblements de terre et même les émeutes urbaines du mois de juillet pour justifier l'augmentation de leurs tarifs. S'il ne s'était rien passé de tout cela, elles auraient trouvé autre chose. Inversement, on se souvient que lors de l'épidémie de 2021, alors que personne n'a pu sortir sa voiture pendant des semaines, que la circulation et donc les accidents étaient suspendus, les assureurs privés ont tout au plus et avec beaucoup de difficultés gelé leurs tarifs. On comprend donc comment AXA peut prévoir plus de 7 milliards

d'euros de bénéfice net cette année et Allianz près de 10 milliards.

Au tarif actuel des primes d'assurance, le moindre accident de la vie, maladie, chômage, divorce, parent à charge etc., ou tout simplement l'augmentation constante des prix à la consommation, peuvent les rendre hors de portée. On s'en aperçoit à l'occasion de catastrophes comme la tornade d'Hautmont, dans le Nord en 2008, ou la tempête Xynthia de 2010, qui détruisent sans distinction des maisons assurées et d'autres qui ne le sont pas. On le voit également lors d'accidents routiers mettant en cause des conducteurs non assurés. Magistrats, moralistes et commentateurs condamnent bien vite de tels irresponsables. Mais qui condamnera une organisation sociale qui, en confiant la solidarité aux financiers, l'a en fin de compte, abolie ?

P. G.

Haut-Karabakh : le déchaînement des nationalismes

En quelques jours, les forces armées azerbaïdjanaises viennent d'écraser celles du Haut-Karabakh, une petite enclave arménienne qui avait fait sécession de l'Azerbaïdjan il y a trois décennies, lors de l'effondrement de l'Union soviétique. Des dizaines de milliers d'habitants du Haut-Karabakh ont aussitôt fui pour se réfugier en Arménie.

L'Azerbaïdjan s'était saisi d'un prétexte – la mort de soldats dans l'explosion d'une mine – pour lancer une « opération anti-terroriste » éclair. La guerre de 2020, gagnée par Bakou, avait déjà fortement réduit la surface de cette enclave et rompu la continuité territoriale du Haut-Karabakh avec l'Arménie voisine. Désormais, c'en est fini de l'indépendance que le Haut-Karabakh avait proclamée en 1991. Mais ce n'en est pas fini avec la guerre, car Bakou a d'ores et déjà annoncé qu'il entendait instaurer un corridor entre l'Azerbaïdjan et la zone azérie du Nakhitchevan, enclavée entre la Turquie, l'Iran et l'Arménie. Or, dans l'état des frontières issues de la décomposition de l'URSS, un tel corridor ne peut s'ouvrir qu'au travers et aux dépens de l'Arménie. Et, forcément, celle-ci ne peut que s'y opposer militairement.

Ce petit bout d'Europe, de par sa situation géographique – les deux chaînes de montagnes du Caucase formant un pont entre la mer Caspienne et la mer Noire – a toujours été un lieu de brassage de populations diverses, dans leurs tribulations entre l'Asie, le Proche-Orient et l'Europe. Il s'ensuit que le Caucase est une mosaïque de peuples, qui s'y sont installés à diverses époques et s'y sont mélangés, ou au moins qui y cohabitaient.

S'agissant du Haut-Karabakh, la formation de l'Union soviétique dans la foulée de la révolution d'Octobre 1917 avait regroupé des populations arméniennes dans un territoire distinct de l'Arménie, rattaché administrativement à l'Azerbaïdjan qui l'entourait, mais disposant d'une très large autonomie. Et, surtout, aucune barrière étatique ne



Des réfugiés fuient le Haut-Karabakh, le 26 septembre.

s'opposait aux déplacements des habitants, à leur liberté d'aller et venir entre l'Arménie et le Haut-Karabakh ou entre, l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan.

Cette situation valait pour une centaine d'autres peuples vivant en URSS, qui avaient leur propre territoire ou qui vivaient dans des entités administratives avec une autre ethnie majoritaire, sans que cela porte autrement à conséquence. En tout cas, tant que la Russie soviétique, puis l'URSS, cherchaient à donner le maximum de droits à toutes les composantes nationales de la population. Avec l'installation du stalinisme au tournant des années 1930, la bureaucratie usurpatrice du pouvoir de la classe ouvrière maintint formellement le cadre hérité de la révolution, même si en maintes occasions Staline et son régime étouffèrent les aspirations des nationalités, en déportant certaines du Caucase et d'ailleurs.

L'implosion de l'Union soviétique, voulue par les chefs de la bureaucratie, fit très rapidement évoluer la situation de façon tragique. En Asie

centrale et dans le Caucase, les chefs locaux de la bureaucratie cherchèrent à se tailler des fiefs dans « leur » république, en se présentant en défenseurs intraitables de l'ethnie majoritaire, afin que celle-ci leur apporte son soutien, contre le « centre », c'est-à-dire Moscou, et contre les minorités habitant sur leur territoire.

C'est ce qui se produisit à partir de 1989-1990 en Azerbaïdjan, où le clan du chef du Parti communiste local, Aliiev, voulut rameuter la population azérie en fomentant des pogromes anti-arméniens à Bakou et Soumgaït. Sachant ce qui les attendait, les Arméniens du Haut-Karabakh proclamèrent leur indépendance en décembre 1991, quand l'URSS cessa d'exister. Une guerre éclata, qui fit des dizaines de milliers de morts. Elle déboucha en 1994 sur un cessez-le-feu, pas même sur une paix formellement conclue, puis la situation resta en l'état, ponctuée d'accrochages réguliers.

Les forces arméniennes avaient alors gagné des pans de territoire pour relier le

Haut-Karabakh à l'Arménie. La Russie, qui se trouvait dans ce qu'elle considérait comme sa zone d'influence naturelle et qui soutenait plus ou moins Erevan, avait des troupes sur place qui garantissaient un certain statu quo. Mais depuis 2014 Moscou s'est concentré sur l'Ukraine, qui avait choisi le camp occidental. Et, avec la guerre ouverte actuelle, la Russie n'a plus les forces ou la volonté de s'imposer dans le Caucase. D'autant plus que, derrière l'Azerbaïdjan, le soutien militairement et politiquement, il y a la Turquie, membre de l'OTAN mais aussi partenaire jusqu'à un certain point de Moscou dans le conflit ukrainien.

Les soldats russes sont donc restés l'arme au pied face aux troupes de Bakou. Nul ne sait comment évoluera ce conflit. Mais une chose est certaine : alors qu'il semblait gelé, il est redevenu un point chaud sur la carte, un de plus. Et les peuples de la région, qu'ils soient arménien, azéri ou autres, ne peuvent que faire les frais d'un incendie qui risque de s'étendre.

Pierre Laffitte



Canada : hommage à un "héros" gênant

Suite à sa visite aux États-Unis, le président ukrainien Zelensky s'est rendu au Canada le 22 septembre. Il y a été reçu avec tous les honneurs, mais y a aussi fait une rencontre un peu compromettante.

« Nous avons avec nous ici un vétéran ukrainien de la Deuxième Guerre mondiale, qui s'est battu pour l'indépendance de l'Ukraine contre les Russes et continue à encourager les troupes à l'âge de 98 ans », lui a annoncé

fièrement, lors d'une séance solennelle, le président de la Chambre des communes canadienne, Anthony Rota.

Rota s'est tourné vers le vétéran en question, décrit comme « un héros ukrainien, un héros canadien que nous

remercions tous pour son engagement », provoquant une ovation unanime des députés, du Premier ministre Trudeau et de Zelensky, qui se sont tous levés.

Au Canada, où l'on compte environ 1,5 million de citoyens d'origine ukrainienne, il n'a pas fallu longtemps pour s'apercevoir que ce « héros » s'était enrôlé dans une division

SS composée de partisans de l'extrême droite ukrainienne en 1943 et qu'il faisait partie des 2000 soldats nationalistes réfugiés en 1945 au Canada, qui à l'époque ne s'était pas montré regardant sur leur participation à l'extermination de Juifs, de Polonais et d'autres. Devant le scandale, Rota a dû se confondre en excuses, expliquant à qui

voulait bien le croire qu'il ignorait tout de l'histoire.

Méprise ou pas, cet hommage canadien au nationalisme ukrainien fait écho à la célébration en Ukraine même des bandes fascistes et antisémites qui ont à l'époque fait des centaines de milliers de morts en participant au nettoyage ethnique derrière le front allemand.

Lucien Déroit

Pologne-Ukraine : l'impérialisme et ses "petits" alliés

Les relations entre les gouvernements de Varsovie et de Kiev, qui s'étaient brutalement refroidies à propos des exportations agricoles ukrainiennes, se sont encore plus tendues avec l'annonce, par la Pologne, qu'elle ne livrerait plus d'armes à l'Ukraine.

Kiev venait de porter plainte devant l'Organisation mondiale du commerce contre la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie qui refusent de lever leur embargo sur les produits agricoles ukrainiens. Quant aux gouvernements polonais et ukrainiens, qui hier disaient parler au nom de « peuples frères » combattant le même ennemi russe, on les a vus du jour au lendemain s'invectiver en public.

Devant l'ONU à New York, Zelensky a dénoncé « les pays (telle la Pologne) qui feignent la solidarité (avec l'Ukraine) en soutenant indirectement la Russie ». Le président polonais Duda, en colère, a alors comparé son « allié » ukrainien à « un noyé qui se raccroche à tout (en risquant) de noyer son sauveteur ». Et d'ajouter qu'il allait consacrer tous ses efforts à développer l'armée polonaise, et non plus à aider celle de Kiev.

Les prochaines élections

législatives en Pologne incitent sans doute ses dirigeants ultra-conservateurs à se poser en nationalistes défendant leurs paysans et une armée qu'ils veulent de plus en plus puissante. Mais la démagogie électorale n'explique pas tout. L'État polonais défend ses intérêts, ceux des possédants qu'il représente, pas ceux de l'État ukrainien, ni ceux d'un prétendu camp de la démocratie qui réunirait l'État ukrainien et les États membres de l'OTAN, sous la houlette des grandes puissances impérialistes. La propagande ne peut suffire à faire oublier qu'entre les alliés du camp antirusse, les intérêts des uns et des autres peuvent différer, voire s'opposer. On le constate entre les États-Unis et les pays d'Europe de l'Ouest; ainsi l'économie de l'Allemagne pâtit plus que d'autres des sanctions contre la Russie, du fait de sa plus grande dépendance au gaz russe. Et cela est vrai

aussi pour des pays moins puissants, comme la Pologne.

Tout en appartenant à l'Union européenne, la Pologne a choisi de lier son sort à l'impérialisme américain, d'abord sur le plan militaire et commercial. Quand Duda et son Premier ministre disent donner la priorité à l'armée polonaise, ils décrivent une réalité qui ne date pas d'hier, même si cette guerre lui a donné plus de poids. D'une part, ils justifient des commandes militaires dont les États-Unis sont les seuls pourvoyeurs. Leur volume est énorme: ces derniers mois, 486 lance-roquettes Himars, 96 hélicoptères Apache, 32 chasseurs furtifs F-35, et aussi 366 chars Abrams... à comparer avec les 30 promis à Kiev par Washington, voire avec les 200 chars Leclerc de l'armée française!

Varsovie dit vouloir se doter de l'armée conventionnelle la plus importante du continent. Elle y consacre 4% de son produit intérieur brut, soit proportionnellement deux fois plus que la France, pour arriver d'ici quelques années à un effectif



Le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, en meeting, le 8 septembre.

de 300 000 hommes pour son armée de terre, dans un pays de quarante millions d'habitants, alors que la France en compte 200 000, toutes armes confondues.

Bien moins riche que l'Allemagne ou la France, la Pologne se trouve en pointe dans la course aux armements dans laquelle s'est engagé le monde. Les États-Unis en sont les grands bénéficiaires dans le cas de la Pologne. Et ce n'est pas sans rapport avec le fait qu'elle a, tout en refusant le feu vert donné par l'Union européenne aux produits agricoles ukrainiens, publiquement haussé le ton

contre le protégé ukrainien de l'Occident.

L'impérialisme, notamment américain, soutient Kiev contre Moscou, mais les modalités de ce soutien échappent à Kiev. Zelensky peut exiger toujours plus d'armes devant les caméras, ce n'est pas lui qui décide et Kiev reste un pion de la politique de l'impérialisme. Le président et le Premier ministre polonais n'ont fait que rappeler, avec brutalité, ce que des officiels américains laissent régulièrement entendre de façon plus diplomatique.

Pierre Laffitte

Glyphosate : une autorisation sous influence

Le glyphosate, un herbicide très utilisé en agriculture, devait être interdit dans l'Union européenne à partir de la mi-décembre 2023, du fait de sa dangerosité.

Mais la Commission européenne a proposé de prolonger son autorisation jusqu'en décembre 2033.

Cette substance, commercialisée entre autres sous le nom de Roundup, le produit phare de Monsanto puis de Bayer (qui a racheté Monsanto en 2016), a pourtant été classée par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) comme « cancérogène

possible » dès 1985, puis comme « cancérogène probable » quelque temps après.

En 2021, l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) a estimé que les nombreuses études scientifiques publiées sur le sujet confirmaient un

lien entre l'exposition à cette substance et plusieurs pathologies concernant le cerveau (maladie de Parkinson), les poumons (bronchite chronique), la prostate et le système immunitaire (risques de cancers).

En 2022, une étude a mesuré la présence de glyphosate dans les urines de la population française: elle estime que 99,8% des habitants seraient contaminés, et tout particulièrement certains

travailleurs de la terre, comme les ouvriers viticoles.

Qu'à cela ne tienne! L'avis de l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments) sur le glyphosate, émis en juillet 2023 et sur lequel se fonde la Commission européenne pour autoriser cet herbicide, affirme ne pas avoir identifié de « domaine de préoccupation critique » chez les humains, les animaux et l'environnement.

L'EFSA a fondé cet avis essentiellement sur des rapports élaborés par les industriels eux-mêmes, et a exclu 90% de la littérature scientifique mettant en cause le glyphosate, c'est-à-dire des milliers d'études, mises de côté les unes après les autres sous des prétextes fallacieux.

Ce n'est que le fonctionnement habituel des institutions censées protéger la santé des populations, mais qui font preuve de complaisance à l'égard des industriels de la chimie et de la pharmacie. Pour autoriser la mise sur le marché d'un nouveau produit chimique, elles se fondent sur les études réalisées par

l'industriel lui-même concernant sa toxicité éventuelle. Quand plus tard cette toxicité est révélée par des sources indépendantes, les industriels multiplient les études prétendument scientifiques dans le but de la mettre en doute. Et c'est sur ces études que les institutions s'appuient pour affirmer qu'il n'y a pas de problème de toxicité!

La décision de prolonger l'autorisation du glyphosate devrait être prise à la mi-octobre. Les dirigeants français ne disent pas clairement quelle position ils vont défendre, mais il est sûr que Macron a abandonné depuis longtemps la promesse faite en 2017 de l'interdire totalement en 2021. Le glyphosate est toujours autorisé en agriculture, moyennant quelques précautions d'usage.

Pour l'Union européenne, et pour Macron, les lobbys de l'industrie chimique et de l'agriculture capitaliste pèsent plus que la santé des habitants et des travailleurs de la terre.

Valérie Fontaine



Désherbage d'une parcelle au glyphosate.

Niger: l'armée française forcée de plier bagage

L'annonce par Emmanuel Macron du départ des troupes françaises du Niger et du retour de son ambassadeur à Paris a déclenché des manifestations d'enthousiasme à Niamey. L'arrogance du président français, qui prétendait depuis deux mois ignorer les injonctions de la junte à la tête du pays, n'a fait qu'exacerber le ressentiment de la population et de la jeunesse contre l'ancienne puissance coloniale.

Les militaires dirigés par le général Tiani ont renversé le 26 juillet dernier le président Mohamed Bazoum, grand ami de la France. Macron avait aussitôt déclaré qu'il ne reconnaissait pas les nouvelles autorités du pays et ne recevrait de consignes que de Mohamed Bazoum, retenu prisonnier. Dans le même temps, il activait les dirigeants des pays africains alliés de la France, comme la Côte d'Ivoire, pour que la Cedeao, l'organisation régionale, prenne des mesures en vue d'une intervention militaire et déclenche des sanctions économiques contre le Niger. Son intransigeance vis-à-vis de la junte nigérienne avait pour but de pousser la Cedeao à passer des paroles

aux actes, et de la mobilisation à l'opération militaire.

Cette attitude s'est soldée par un fiasco. Le président du Nigeria, Bola Tinubu, dirigeant actuel de la Cedeao, initialement chaud partisan de l'intervention militaire, s'est rapidement calmé devant la levée de boucliers que cette perspective déclenchait dans son propre pays. D'autres pays voisins du Niger, comme l'Algérie et le Tchad, se sont déclarés opposés à toute aventure militaire. Dans le camp des grandes puissances, les États-Unis, épargnés par la junte, ont pris langue avec les nouvelles autorités que la France boudait et tentent aujourd'hui de faire accepter par la Cedeao un compromis avec celles-ci.

Au sein même de l'Union Européenne, la France s'est retrouvée totalement isolée.

Ce bras de fer déclenché par Emmanuel Macron aura finalement eu pour seul effet d'accroître les souffrances de la population nigérienne. Les sanctions économiques imposées par la Cedeao, qui restent aujourd'hui encore en application, ont des conséquences dramatiques. Les prix des produits de base explosent, quand ceux-ci ne disparaissent pas purement et simplement de la circulation. Les médicaments font défaut. L'électricité, en provenance du Nigeria, est quasiment coupée. Contrairement à ce que pensaient sans doute les dirigeants français dans leurs calculs criminels, ce blocus n'a pas dressé la population contre la junte, mais a aggravé son hostilité à la présence française.

Cet échec cuisant subi au Niger, après ceux intervenus au Mali et au Burkina Faso, ne changera certainement rien à la politique



Le départ des troupes françaises du Mali en juin 2021.

des dirigeants de l'impérialisme français. Après avoir dit une fois de plus qu'il n'y avait plus de Françafrique, Macron n'a rien eu de plus pressé que de montrer comment il allait persister dans la même voie. Il a affirmé contre toute évidence que l'opération Barkhane avait été un succès alors que, pendant les huit ans qu'elle a duré, le djihadisme s'est répandu du seul Mali à tous les pays de la région. Il a dit que la France continuerait à travailler avec les pays qui en font la demande, ce qui veut dire en premier lieu avec ceux où l'armée française

possède des bases, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Gabon ou le Tchad. Il a même laissé entendre que le Niger regretterait la présence des troupes françaises, alors que sa population descend dans la rue pour applaudir leur départ.

Cette politique de présence militaire ne prendra pas fin avec le départ des troupes françaises du Niger, pas plus que le pillage de l'Afrique par les trusts capitalistes français. Comment s'étonner si elle continue de susciter une haine farouche ?

Daniel Mescla

Iran: un régime qui tient par la terreur

Malgré l'encadrement policier déployé dans de nombreuses villes du pays, malgré des arrestations préventives massives, des milliers de jeunes Iraniens ont tenu à marquer, samedi 17 septembre, l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini tuée par la police des mœurs iranienne.

Beaucoup se sont rassemblés, sur les toits ou dans la rue, pour crier « *Mort au dictateur* ». Certains ont tagué ou incendié des bâtiments officiels. D'autres ont tiré sur des miliciens bassidjis, tuant l'un d'eux. Dans le Kurdistan iranien,

région d'origine de Mahsa où l'opposition au régime a toujours été la plus forte, les troupes des Gardiens de la révolution avaient occupé les rues pour empêcher tout rassemblement.

La fébrilité du régime montre qu'il redoute tou-

jours que la révolte redémarre. Pour y faire face, les députés ont augmenté dans le budget 2023-2024 la part allouée aux appareils de sécurité comme aux institutions religieuses et de propagande. La répression a été terrible, avec 500 personnes tuées par la police, plus de 22 000 arrêtées, tabassées, torturées, dont beaucoup de très jeunes qui refusent de se soumettre, plusieurs dizaines de condamnés à mort, dont certains exécutés publiquement pour frapper les esprits. Mais si elle a stoppé la contestation, elle a aussi attisé la haine contre le régime.

Malgré les amendes, les licenciements, les fermetures administratives de magasins ou de cafés, les arrestations pour « outrage aux mœurs » ou « troubles psychiatriques », les humiliations policières, des milliers de femmes, surtout dans les milieux urbains et intellectuels, refusent de se voiler en public. Elles trouvent du soutien dans la rue et le

métro, auprès de femmes et d'hommes. Des jeunes continuent de s'en prendre aux mollahs dans les rues en faisant tomber leurs turbans.

Pour les classes populaires iraniennes, la vie quotidienne reste marquée par une inflation qui dépasse les 50 % et des bas salaires qui imposent de cumuler plusieurs emplois pour vivre. Les pénuries de multiples produits, provoquées par l'embargo américain mais aussi par la spéculation et tous les trafics des mafias liées au pouvoir, aggravent les difficultés. Cet été, face aux épisodes de canicule et sans doute pour faire mine de se préoccuper du sort de la population, le régime a décrété plusieurs jours fériés. Mais le travail ne s'est arrêté ni dans les usines privées ni dans les installations pétrolières, où la chaleur est extrême. Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs doivent sans cesse faire grève pour recevoir leurs

salaires ou des primes dues.

Alors que le régime des mollahs perd de plus en plus de soutien à l'intérieur du pays, il essaie d'accumuler des succès politiques et diplomatiques à l'extérieur. Les dirigeants iraniens profitent ainsi de la résistance des pays qui refusent de se soumettre aux injonctions des États-Unis de se ranger derrière eux face à la Russie ou la Chine. Fin août, ils ont rejoint les pays des BRICS, invités par l'Afrique du Sud. Ils peuvent contourner l'embargo américain en livrant leur pétrole à la Chine ou en servant d'intermédiaires dans le commerce vers la Russie, sans que pour autant cela profite à la population. En mars, ils s'étaient réconciliés avec l'Arabie saoudite, l'une des puissances régionales rivales.

Pour les uns comme pour les autres, et y compris pour les dirigeants occidentaux, les droits des femmes ne pèsent pas lourd.

Xavier Lachau



Dans une rue de Téhéran, le 10 juillet 2023.

13 octobre : faire entendre les revendications ouvrières

Fin août, les huit organisations de l'intersyndicale ont lancé un appel à « une journée de mobilisations et de manifestations », le 13 octobre, « contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires, des pensions et l'égalité femme-homme ». Elles relaient, pour le même jour, un appel venant de la Confédération européenne des syndicats.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, dans une conférence de presse, a dénoncé le fossé qui se creuse entre les salaires et les prix. Elle constate « qu'une part de plus en plus nombreuse de travailleurs ne peuvent plus prendre trois repas par jour », tandis que les profits des entreprises explosent, comme « dans l'alimentaire où le taux de marge est passé de 30 % à 45 % entre 2021 et 2022 ». Elle entend s'appuyer sur « la colère extrêmement forte et les nombreuses mobilisations dans le pays » pour réussir cette journée du 13 octobre. Indice que la Confédération souhaite

la réussir, elle a mis du matériel militant, tracts et affiches, à la disposition de ses syndicats un mois à l'avance.

Le langage de Sophie Binet contribuera-t-il à mobiliser les militants syndicaux dans les entreprises, qui se heurtent à la résignation et sont aspirés par la routine de leur syndicat ? En tout cas les perspectives qu'elle fixe pour cette journée mènent à une impasse. La CGT demande « aux employeurs d'ouvrir des négociations salariales à tous les niveaux ». Elle veut utiliser cette journée du 13 octobre pour peser sur

la conférence sociale sur les bas salaires, concédée par Macron aux chefs des partis de gauche après leur nuit commune à Saint-Denis, qui démarrera le 16 octobre. Comme pendant la mobilisation contre la retraite à 64 ans, l'intersyndicale aligne son calendrier sur celui du gouvernement et veut laisser croire qu'il pourrait sortir quelque chose de ces négociations.

C'est un mensonge. Les capitalistes, qui se livrent entre eux une guerre féroce pour accaparer les richesses créées par les travailleurs, n'accorderont aucune augmentation de salaire sérieuse sans y être contraints par un puissant mouvement collectif. Et si survenait une explosion de colère suffisamment profonde pour effrayer le patronat, se contenter d'une « augmentation du smic et des politiques



Le 1^{er} mai, à Paris.

salariales dans les branches, les entreprises et la fonction publique », ou encore de « mettre des conditions aux aides publiques aux entreprises », comme le réclame la CGT, serait une trahison.

Face à la hausse massive des prix, ceux des biens vitaux, la nourriture, l'énergie, l'essence, éviter la chute dans la pauvreté nécessite que tous les salaires et les pensions augmentent dans la même proportion et en temps réel. L'indexation des salaires sur la hausse des prix est une revendication qu'il faut défendre partout dès maintenant. L'inflation est une forme brutale de la

lutte de classe menée par les capitalistes contre les classes populaires et, face à cette offensive patronale, l'immense force collective des travailleurs doit se mobiliser, utiliser leur rôle indispensable dans la machine à profits. Quelles que soient les limites de l'appel de l'intersyndicale, les travailleurs conscients doivent saisir l'occasion des manifestations du 13 octobre pour entraîner leurs camarades de travail, discuter avec eux des revendications à mettre en avant et de la nécessaire lutte à mener.

Xavier Lachau

Stappert – Soissons : salariés attaqués pour faits de grève

Depuis le 18 septembre, cinq salariés de l'entreprise de distribution de tubes d'aciers spéciaux Stappert, à Soissons dans l'Aisne, ont été placés en mise à pied conservatoire.

Quatre jours après, ils étaient convoqués par la justice pour « abus de droit de grève ».

Il est reproché à ces salariés d'avoir bloqué l'entreprise, ce qui n'est pas le cas. Celle-ci compte 28 salariés sur le site, mais

elle fait partie d'un groupe international, le groupe Jacquet. Une partie d'entre eux sont des commerciaux et les autres des magasiniers et employés. La grande majorité, onze sur quinze magasiniers, se sont mis en grève le 28 août. Ils ne

supportaient plus les salaires, très proches du smic même avec de l'ancienneté, les conditions de travail et la façon dont l'entreprise tente de diviser les commerciaux et les ouvriers en accordant systématiquement des primes ou des augmentations de salaire différentes.

De plus, du fait des conditions de travail, les coupures

ou les blessures plus ou moins graves ne sont pas rares.

Pendant trois semaines, la direction a refusé de recevoir les travailleurs en grève. Le 15 septembre, n'étant plus que six, ils ont décidé de reprendre le travail, avec la promesse d'un rendez-vous avec la direction pour négocier sur les salaires. Ils n'étaient pas dupes du chantage mais, le

lundi 18 septembre, ce qui les attendait n'était pas des propositions mais des mises à pied.

Dans l'attente du procès, les travailleurs accusés cherchent le soutien de la population et des militants locaux contre la direction de ce groupe, lui-même en pleine expansion grâce au rachat de nouvelles entreprises.

Correspondant LO

La Poste – PIC Rennes : la direction provoque des arrêts de travail

En voulant fermer la plateforme industrielle courrier (PIC) de Caen et y supprimer 250 emplois, la direction de La Poste a créé une réaction en chaîne à celle de Rennes.

Ses postiers sont désormais chargés de trier les courriers de trois départements de la Basse-Normandie, mais sans effectifs supplémentaires adaptés à la charge. De plus, selon les patrons de La Poste eux-mêmes, ce transfert s'est effectué sans préparation technique suffisante, provoquant une situation catastrophique jamais vue à Rennes. Des stocks de courriers en retard de plusieurs jours s'accumulent dans la PIC, au point qu'il

devient difficile de circuler pour les préparateurs de commandes. Une partie de ce courrier en retard est renvoyé en catastrophe par camions sur d'autres PIC en région parisienne, pour revenir à Rennes quelques jours après et y être de nouveau stockée.

Jeudi 21 septembre, un piquet de grève était organisé à l'entrée de la plateforme, avec petit déjeuner et barbecue. Les équipes du matin ont débrayé majoritairement pour dire qu'il

n'était pas question de subir ces choix financiers de La Poste. Ils exigent le recrutement de titulaires, des formations pour tous les nouveaux arrivants, intérimaires compris, et le paiement sans conditions d'une prime. Dès le lendemain de ce débrayage, la direction recevait en urgence les syndicats, pour annoncer l'augmentation de la prime locale de 300 euros à 500 euros brut, et le recrutement de nouveaux titulaires, progressivement jusqu'à la fin de l'année. Une partie de l'équipe de nuit a répondu à sa façon en débrayant à son tour dans la nuit du 25 au

26 septembre. Le manque d'effectifs titulaires ne passe toujours pas et l'attribution d'une prime brute et sous critères de présence est ressentie comme une provocation.

Face à une direction qui a elle-même désorganisé le courrier en supprimant 250 emplois à Caen, les postiers de Rennes n'ont pas l'intention de rester sans réagir.

Correspondant LO



Le 21 septembre, à Rennes.

Samsic – SGD Pharma Sucy-en-Brie : la grève a payé

Lundi 25 et mardi 26 septembre, la majorité des 19 travailleurs du nettoyage de l'usine SGD Pharma de Sucy-en-Brie, dans le Val-de-Marne, était en grève.

Dans cette verrerie produisant pour la pharmacie, les travailleurs du nettoyage sont rattachés à l'entreprise sous-traitante, Samsic. Celle-ci compte 100 000 salariés dans le monde et son propriétaire, Christian Roulleau, se hisse à la 152^e place au classement des fortunes françaises.

Samsic a récupéré le contrat de nettoyage de l'usine de Sucy il y a plus d'un an. Depuis, les conditions de travail se sont

fortement dégradées pour les travailleurs du ménage. Les salaires, au minimum du minimum, n'ont pas du tout suivi la hausse du coût de la vie. Ils ont même été ponctionnés, la direction oubliant « malencontreusement » certaines primes dans le calcul des paies.

Après s'être réunis, les travailleurs de Samsic ont décidé de se mettre en grève pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Dans un premier

temps, Samsic a prétendu ignorer leurs revendications, envoyant même des chefs faire le ménage à la place des grévistes, preuve que la grève faisait son effet ! Au bout de deux jours, la direction de Samsic a fini par céder sur une bonne partie des revendications. La plupart des postes ont été requalifiés, ce qui signifie des augmentations de salaire conséquentes. Les travailleurs restant sur le site sur la pause méridienne auront droit à une prime de panier repas de 8 euros par jour et les deux jours de grève ont été payés. Pour certains



La chaîne de production.

JOSEPH MELIN

travailleurs, les augmentations peuvent aboutir à plusieurs centaines d'euros supplémentaires par mois.

S'ils n'ont pas obtenu satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications, les grévistes ont repris le travail tous ensemble, fiers d'avoir fait céder en partie

Samsic. Les 300 travailleurs de SGD Pharma, confrontés eux aussi à la détérioration des conditions de travail et à la hausse du coût de la vie, ont vu ce mouvement avec sympathie et cela sera peut-être utile pour préparer les combats futurs.

Correspondant LO

La Poste : exploiteurs des sans-papiers

Le syndicat SUD-PTT a attaqué en justice La Poste, accusée de fermer les yeux sur l'exploitation de travailleurs sans papiers dans ses filiales. Depuis mars 2017, il existe en effet une loi imposant en principe aux grands groupes un « devoir de vigilance » sur ce qui se passe dans celles-ci.

Comme toutes les obligations légales de ce genre, cette loi aboutit au mieux à une publication sur papier glacé. Il se trouve que La Poste n'a même pas été capable de s'en acquitter correctement, ne faisant pas par exemple figurer la liste de ses filiales sur le document, d'où sa présence au tribunal. Heureusement, de nombreux travailleurs concernés ont depuis des années entrepris de faire respecter leurs droits de la seule manière efficace, la grève.

La Poste a mis en place

de nombreuses filiales pour s'acquitter de tâches autrefois remplies par les postiers, en particulier dans le traitement des colis et la logistique. Le but est de pouvoir employer du personnel à des conditions bien pires que dans les services de La Poste elle-même. Mais, comme si cela ne suffisait pas, ces filiales ont elles-mêmes mis en place un système de sous-traitance en cascade. C'est ainsi le cas chez Chronopost ou DPD, où le traitement des colis est sous-traité à Derichebourg, qui lui-même les sous-traite

à des sociétés d'intérim, dont Derichebourg intérim. En fin de circuit, les travailleurs sont employés sous des contrats de mission qui se limitent à une semaine, et de nombreux sans-papiers doivent ainsi accepter des horaires inhumains, et faire des heures supplémentaires non payées.

Depuis plusieurs années, des grèves ont éclaté pour protester contre cette situation et réclamer la régularisation des sans-papiers, des piquets se sont installés devant des sites comme Chronopost à Alfortville ou DPD au Coudray-Monceau, ou encore à l'agence d'intérim RSI à Gennevilliers. Les manifestations se sont multipliées. Quelques cartes de séjour ont été délivrées mais, pour la majorité, les préfectures réclament toujours de nouveaux documents et refusent toute régularisation collective. La Poste, la préfecture, le gouvernement se tiennent ainsi la main pour couvrir cette exploitation éhontée des travailleurs sans papiers.

Aujourd'hui, si le tribunal condamne La Poste, l'hypocrisie de ce grand groupe entièrement aux mains de l'État sera dénoncée, mais surtout cela ne pourra que renforcer la volonté de lutte des travailleurs sans papiers.

Daniel Mescla

Mairie de Nanterre : l'austérité ne passe pas

Depuis la rentrée de septembre, les agents territoriaux de la ville de Nanterre, 2 500 titulaires et contractuels au total, tentent de se mobiliser dans certains secteurs.

Et il y a de quoi ! Il y a eu en deux-trois ans la fermeture du bibliobus, puis celle de la médiathèque musicale, soit six postes supprimés. Puis est venue la fermeture des serres municipales, remplacées par une entreprise privée, encore six postes en moins ! On apprend maintenant à la rentrée la suppression de quinze postes d'Atsem alors qu'il y a davantage d'enfants scolarisés ! Depuis le début de l'année, les cars municipaux et le self ont eux aussi été privatisés.

Conséquence de tout cela, partout les bras manquent dans les services : à la piscine, dans les centres de loisirs, dans les médiathèques, les services administratifs. La municipalité dit avoir du mal à recruter, mais avec des conditions de travail qui se dégradent et des salaires qui ne permettent pas de vivre, il n'y a rien d'étonnant. Pour compenser, la majorité municipale « de gauche » embauche contractuels et vacataires, mais bien sûr cela ne suffit pas !

Certains agents ont commencé à s'organiser pour protester. Dans les médiathèques, la volonté de la mairie d'étendre les horaires d'ouverture sans embaucher a mis le feu aux poudres. Des heures d'information syndicale ont été organisées, des préavis posés et depuis la rentrée l'équipement du centre très fréquenté le dimanche matin est fermé ce jour-là pour cause de grève. La direction a proposé de recevoir une délégation syndicale pour « discuter » mais les agents, une trentaine, ont préféré s'inviter tous ensemble dans ses bureaux. Les chefs faisaient grise mine, ce qui a remonté le moral des participants et changé l'ambiance.

La délégation, composée de non syndiqués et de syndiqués avec l'approbation des agents, a refusé de se prêter au prétendu dialogue : « Vous n'avez rien à nous proposer, on s'en va ! », et un préavis a été déposé pour tout le mois d'octobre.

Correspondant LO



Le 1^{er} mai, à Paris.

ArianeGroup – Saint-Médard-en-Jalles : en lutte pour les salaires !

Depuis plusieurs semaines, le mécontentement des travailleurs de la poudrière de Saint-Médard-en-Jalles, en Gironde, propriété d'ArianeGroup, déborde au grand jour.

ArianeGroup, créé en 2015 par Airbus et Safran, regroupe leurs activités spatiales civiles et militaires. Il s'agissait alors d'accroître la compétitivité du secteur en le restructurant, c'est-à-dire en réduisant les effectifs. Le groupe a supprimé 2 400 emplois sur 9 000 en cinq ans, plus de 25 % des effectifs, en poussant les travailleurs vers la sortie, au moyen de ruptures conventionnelles collectives, de mutations forcées de secteurs entiers de la région parisienne vers Bordeaux et de pressions pour faire démissionner. S'y est ajouté le gel des salaires, avec

souvent des augmentations générales proches de zéro.

C'est dans ce contexte de morosité et d'exaspération que le mécontentement a commencé à s'exprimer dans plusieurs secteurs de production. À la poudrière de Saint-Médard, une soixantaine d'ouvriers débrayent régulièrement depuis juin pour réclamer 300 euros d'augmentation, la revalorisation de 25 % des primes pour l'horaire en 2x8 et de 40 % pour les 3x8, la régularisation de la perte de salaire subie et la restitution des congés volés lors de l'activité partielle imposée après la tempête de grêle de

juin 2022.

Les ouvriers ont décidé de débrayer au meilleur moment, à savoir la veille du lancement d'un cycle de production de poudre. Ils ont ainsi débrayé tout le mois de juillet. Après la trêve estivale, la direction pensait que la colère était retombée mais, fin août, un débrayage « sauvage » l'a prise à contrepied. Furieuse, elle a tenté de monter les travailleurs des secteurs qui n'étaient pas en grève contre les grévistes, en disant qu'ils mettaient en péril l'avenir de la société. Mais les ouvriers grévistes ont pris soin d'aller discuter avec les collègues des secteurs voisins pour leur expliquer leur mouvement, gagnant leur solidarité.

Craignant que la



PHILIPPE STROPPIA

contestation se propage comme une traînée de poudre sur les autres sites ArianeGroup de Gironde, au Haillan et à Issac, la direction y a développé la même propagande. La direction a en tête la grève spontanée des travailleurs du site de Crozon, près de Brest, en février et en mai, où quarante ouvriers s'étaient mis en grève totale pour une augmentation de salaire de 200 euros. La grève avait duré près de vingt jours. La direction les avait qualifiés d'irresponsables, au prétexte que la production de poudre était stratégique,

pour isoler leur mouvement.

Après plusieurs années de bas salaires et d'exaspération, le mécontentement est général. La direction en a conscience, c'est pourquoi elle a voulu calmer le jeu avec une prime de 1 000 euros et un reliquat d'intéressement lui aussi de 1 000 euros. Mais touchés par la flambée des prix, les ouvriers de Saint-Médard ont eux aussi bien conscience que ces mesurette ne règlent pas le problème. La direction, par son arrogance, a allumé la mèche de leur colère!

Correspondant LO

Renault – Douai : communication patronale, enfumage total

À la reprise en septembre, l'usine était, paraît-il, « une nouvelle entreprise ». Renault Douai ElectriCity était devenu Ampere. Un courrier envoyé aux salariés leur souhaitait « la bienvenue dans leur nouvelle entreprise » !

Mais il n'y avait rien de neuf : les toits fuyaient toujours, comme l'ont révélé les premières pluies. Le modèle produit (la Mégane électrique, chère, très chère...) ne se vendait pas mieux et de nombreuses journées et semaines non travaillées étaient annoncées. Elles ne coûtent rien au groupe Renault, puisque l'État finance les salaires par le système de l'APLD (activité partielle

de longue durée). Par contre, elles coûtent aux travailleurs : sur leurs compteurs temps et sur leurs congés, avec un jour de congé enlevé pour cinq jours non travaillés.

La nouvelle entreprise agit comme l'ancienne : aux Presses par exemple, un poste qui était assuré par trois travailleurs doit être tenu maintenant par un seul. C'est le changement

dans la continuité...

Mais quelles sont les perspectives pour Ampere, selon la direction ? Les chefs ont expliqué aux équipes qu'Ampere, qui regroupera les usines de Douai, Maubeuge, Ruitz et des morceaux de quelques autres sites, devrait entrer en Bourse en février 2024 et tenter d'attirer le plus possible des milliards d'investissements car Ampere Electricity, « écosystème industriel d'excellence », devrait les séduire. Cependant, les mots ronflants seuls ne font pas venir les milliards, les capitalistes veulent être

sûrs que l'investissement rapporte. Et pour l'instant, rien n'est sûr.

Sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail, il n'y a rien dans la communication patronale. En attendant, le bla-bla est abondant : « L'ennemi, c'est la Chine », ont expliqué les chefs à leurs équipes, ajoutant : « Macron et l'Europe veulent rétablir une concurrence honnête en imposant des taxes sur les véhicules produits en Chine. C'est juste car l'État chinois subventionne trop ses entreprises. » Il n'y a pas un mot sur les nombreux cadeaux

à Renault de l'État français, des régions, des collectivités locales, pas un mot non plus sur la Dacia Spring, véhicule électrique du groupe Renault qui est fabriqué... en Chine!

Usant du boniment habituel des directeurs d'usine, celui de Douai annonce qu'il « se bat pour que le futur Scénic électrique soit produit à Douai et pas à Maubeuge ». On devine ce que le directeur de l'usine de Maubeuge doit dire de son côté...

Nouvelle usine, paraît-il, mais toujours les vieilles méthodes pourries!

Correspondant LO

Ehpad Saint-Nicolas – Angers : colère légitime



Vendredi 22 septembre, 80 travailleurs de l'Ehpad Saint-Nicolas du CHU d'Angers ont débrayé et envahi le conseil de vie sociale pour interpeller la direction sur le manque de personnel et l'aggravation continue des conditions de travail et des soins aux 400 résidents.

Les difficultés ne datent pas d'hier, mais le manque chronique de personnel a été insupportable tout l'été. Suite aux économies à tout va de la direction du CHU, il manque 25 % des soignants prévus à l'effectif. Lors du premier week-end de septembre, 17 remplacements ont dû être demandés sur la plate-forme Hublo, qui fait

appel à des volontaires sur leurs jours de repos.

De pétitions en droits d'alerte, les soignants épuisés dénoncent tout ce qui leur semble indigne, par exemple le fait de ne donner aux résidents qu'une douche tous les 15 jours. Il manque d'infirmières, d'aides-soignants, d'agents des services hospitaliers

(ASH) et de médecins. Par contre, il s'est trouvé un directeur pour affirmer que les résidents sont surmédicalisés. Coïncidence, le même jour, la directrice se vantait dans la presse que les finances du CHU étaient dans le vert, avec un excédent de 7,5 millions sur l'année 2022.

Elle ne pourra pas longtemps regarder ailleurs. En relevant la tête, les travailleurs ont fait éclater fait éclater le scandale au grand jour.

Correspondant LO

Bus Keolis – Montesson : la grève continue

Commencée le 12 septembre, la grève des conducteurs de bus du dépôt de Keolis, à Montesson dans les Yvelines, a été reconduite lundi 25.

Parmi la centaine de conducteurs que compte le site, la très grande majorité sont en grève, et aucun bus ne sort. Tous les matins, dès 4h30, un piquet de grève est mis en place devant le dépôt pour la journée.

Le dépôt appartenait au départ à Veolia, il a été repris par Transdev, puis par Keolis. Lors de ce dernier transfert, plusieurs primes ont été supprimées, d'autres recalculées à la baisse. La direction a annoncé qu'il n'y aurait aucun intéressement pour 2023 et 2024. Le tout représente une perte de rémunération importante, supérieure à 1000 euros sur l'année.

Keolis a aussi diminué les temps de parcours sur les lignes, pour intensifier la productivité. Les conducteurs n'ont souvent pas de possibilité de prendre une pause en fin de ligne, ni même d'aller aux toilettes. D'ailleurs les bouts de ligne sont dépourvus de locaux. Il faut payer de sa poche pour utiliser les sanitaires d'un café voisin.

Les grévistes revendiquent une augmentation des rémunérations (primes et salaires), l'amélioration des conditions de travail et de l'état des véhicules, ainsi que le paiement des jours de grève. Pour le moment, la seule réponse de

la direction a été de proposer de lisser sur plusieurs mois le retrait des sommes correspondant aux jours de grève plutôt que de les enlever d'un seul coup. Mais rien sur les revendications.

Le patron du site se défait en expliquant que c'est la concurrence qui l'amène à s'en prendre aux primes et aux conditions de travail, afin de gagner les appels d'offres lancés par Île-de-France Mobilités. Il explique que les résultats déficitaires de la filiale Montesson-Argenteuil TVO justifient qu'il n'y ait aucun intéressement. Mais chacun sait qu'un groupe comme Keolis (à 70% propriété de la SNCF) peut rendre une filiale déficitaire artificiellement. Le groupe Keolis est prospère, son chiffre d'affaires était en hausse de 9%



Les conducteurs de bus Keolis, en grève le 25 septembre à Montesson.

en 2022, avec un résultat net de 48 millions d'euros, en hausse de 28 millions par rapport à 2021.

Chaque matin, des usagers, des militants syndicaux et politiques viennent apporter leur soutien aux grévistes, et on ne compte pas les coups de klaxon des chauffeurs routiers et des livreurs qui passent.

Des travailleurs de la SNCF et de la RATP, des dépôts de bus de Charlebourg, Malakoff, Montrouge, sont aussi venus échanger avec les grévistes... et constater qu'ils ont des problèmes identiques : amplitude des

horaires, manque d'effectif, entretien déficient des bus.

Que ce soit dans les entreprises de transport public, sous prétexte de l'ouverture prochaine à la concurrence, ou dans les entreprises privées, bien souvent des filiales de ces mêmes entreprises publiques, mises en concurrence à l'occasion des appels d'offres, tout est bon pour s'en prendre aux travailleurs. Les liens entre les grévistes et les travailleurs des autres entreprises de transport peuvent être un pas vers une riposte d'ensemble.

Correspondant LO

SNCF : bricolage ferroviaire

Après avoir été évacuée en partie le 21 septembre, la gare de Paris-Montparnasse a de nouveau connu la cohue et le chaos dimanche 24 septembre. Une panne électrique a en effet paralysé le trafic TGV dans le nœud ferroviaire de Massy.

Les passagers d'un train bloqué dans un tunnel ont été évacués et ont subi six heures de retard. Des dizaines d'autres trains ont été bloqués. Si l'incident a pris fin dans la soirée, nul doute qu'il se reproduira tôt ou tard, à Montparnasse comme ailleurs, tant l'engorgement du réseau, sa vétusté, celle des appareils de voie ainsi que celle d'une partie du matériel roulant sont en cause.

SNCF Réseau, responsable d'une infrastructure laissée à l'abandon pendant deux décennies, finance aujourd'hui des travaux de rénovation des voies. Mais il ne s'agit que de stopper le vieillissement du réseau et non de le rajeunir. De plus, ces travaux sont financés par l'augmentation des péages facturés à SNCF Voyageurs, qui répercute évidemment la hausse sur les usagers. Quant aux 8000 km de lignes dites secondaires menacées de fermeture, elles sont laissées à la charge des régions.

De son côté, SNCF Mobilités, par souci de rentabilité,

a investi au minimum dans du matériel roulant neuf, préférant user jusqu'à la corde le vieux matériel. Ainsi, après avoir annoncé la suppression des trains de nuit, la SNCF a fini par rouvrir des liaisons, mais en recyclant des voitures Corail hors d'âge et sauvées in extremis de la casse. Le nombre de TGV est notamment insuffisant et les plus anciens circulent depuis plus de 35 ans. Les prochaines livraisons de TGV n'auront lieu que fin 2024 à raison d'une dizaine par an. Mais la SNCF vient d'abattre sa carte maîtresse digne du bricoleur

du dimanche : prolonger de deux à dix ans la durée de vie programmée d'une centaine de TGV, soit près du tiers du parc.

Appliquant la politique du flux tendu, dans le but d'économiser le matériel et la main-d'œuvre, la maintenance des TGV Ouigo se fait de nuit dans les technocentres. Les rames reviennent à l'exploitation commerciale au petit matin, au mépris du confort et parfois de la sécurité des voyageurs, comme des conditions de travail des cheminots.

Mais l'essentiel est qu'entre flambée des prix et pénurie de trains, la SNCF, a obtenu des profits record : 2,4 milliards d'euros. La ponctualité des trains et la sécurité des voyageurs passeront après.

Christian Bernac



JULIEN BARBARE LP

RER métropolitains : une promesse biodégradable

Parmi les annonces liées à la prétendue planification écologique, Macron a recyclé un projet qui date de 2019 : la mise en place de RER métropolitains, reliant des grandes villes à leur banlieue à raison d'un train par quart d'heure ou par demi-heure.

Seule nouveauté, alors qu'il s'agissait encore en juin dernier d'une dizaine de villes, cette fois treize villes seraient concernées par le RER. Mais l'investissement de l'État est passé, lui, de 800 à 700 millions d'euros. La somme est de toute façon dérisoire face aux dizaines de milliards qu'il faudrait investir pour créer, rénover des lignes et embaucher, afin d'offrir un service fiable et régulier permettant aux usagers quotidiens de laisser leur voiture au garage.

La liste des villes n'est pas publiée mais, en avant-première, les usagers et les cheminots de Strasbourg ont déjà été les cobayes de l'expérimentation en décembre dernier. Baptisé REME, le Réseau express métropolitain européen était censé offrir

1060 trains supplémentaires par semaine. Farandou, président de la SNCF, l'avait promis : « *Le REME, c'est du rêve* ». Les cheminots savaient pourtant que, faute d'effectifs, de voies dédiées et de matériel, la SNCF ne parvenait déjà pas à tenir son plan de transport habituel.

Le REME s'est donc transformé en cauchemar pour les usagers et les cheminots. Dès la première semaine, le chaos était total, plus de 600 trains étaient supprimés. Les usagers révoltés, faute de trains à l'heure, obtinrent le remboursement de 50% de leur abonnement. Et les plans de transport ont dû être revus à la baisse.

Le miracle de la multiplication des trains n'a pas eu lieu.

C. B.

Chantiers de l'Atlantique – Saint-Nazaire : les combines de la direction contre la représentation ouvrière

Le chantier naval de Saint-Nazaire emploie en permanence 9 000 travailleurs pour construire principalement des paquebots de croisière. Les ouvriers représentent les deux tiers de l'effectif total. Face à cette concentration ouvrière riche d'une tradition combative, la direction de l'entreprise a mené et poursuit une politique acharnée de division et de musellement.

C'est ainsi que, sur le total des 9 000 travailleurs du site, 400 entreprises sous-traitantes en emploient près de 6 000, dont un grand nombre de détachés originaires des pays du sud et de l'est de l'Europe. Quant aux 3 600 salariés directs des Chantiers de l'Atlantique, 1 100 sont des cadres et ingénieurs, 1 400

des techniciens et agents de maîtrise, et seulement 1 100 des ouvriers. La proportion des ouvriers Chantiers est de fait en constante diminution année après année.

Évidemment, tout cet encadrement technique et hiérarchique n'a de sens que parce qu'il encadre l'ensemble des travailleurs du site, ceux de la maison-mère

comme ceux de la sous-traitance, dont l'effectif est très majoritairement ouvrier.

C'est dans ce contexte que viennent d'avoir lieu les élections des délégués au CSE des Chantiers de l'Atlantique, où l'effectif des cadres est donc sensiblement égal à celui des ouvriers. Dénonçant cet état de fait, la CGT s'était appuyée depuis plusieurs années sur une disposition légale instituant la notion de communauté de travail dans les élections professionnelles. Cela a permis que soient pris en compte plusieurs centaines de travailleurs sous-traitants et que la CGT reste le

premier syndicat du site jusqu'en 2019.

À cette date, la direction des Chantiers a mis en place un accord d'entreprise (approuvé par la CGC, la CFDT et FO) qui manipule de manière flagrante la répartition des collèges électoraux en faveur de l'encadrement et au détriment des ouvriers : contre toute réalité, la proportion d'encadrants et d'ouvriers de la sous-traitance est tout simplement décrétée identique à celle de la maison-mère. Résultat : la direction reconnaît seulement 547 ouvriers sous-traitants sur les quelque 6 000 qui embauchent sur le site quotidiennement et 1 290 encadrants sous-traitants qui eux, pour la plupart, n'existent pas ! Contestée par la CGT, cette disposition attend depuis quatre ans son dénouement juridique.

Parallèlement, comme si cela ne suffisait pas, la direction a ajouté une autre manipulation, par le biais d'un vote électronique très complexe pour ceux n'ayant pas un ordinateur à disposition sur leur poste de travail et qui sont pour l'essentiel les ouvriers. Aux autres, la direction rappelait tous les jours sur l'écran d'accueil de leur ordinateur qu'il ne

fallait surtout pas oublier de voter.

Face à cette situation, dans de nombreux secteurs, des militants ont mené une active campagne de mobilisation pour le vote, afin que la voix des ouvriers (que certains voudraient rendre invisibles et muets) puisse s'exprimer au moins partiellement dans ces élections. Cela a eu un certain succès puisque, contrairement au précédent scrutin de 2019, la participation des ouvriers au vote a nettement dépassé les 50 %.

Le résultat a été connu le 20 septembre et la CGT obtient 65 % des votes ouvriers (+12 points par rapport à 2019) tout en se maintenant à 27 % chez les techniciens. Au global des trois collèges électoraux, la CFDT devient le premier syndicat avec 32 % des voix, la CGT reste le second avec 30 %, la CGC recule à 25 % et FO s'effrite avec 14 %.

Ce résultat a été ressenti comme un succès par les ouvriers de la maison-mère comme par ceux de la sous-traitance qui continuent à refuser d'être muselés et de devenir les sans voix que voudrait la direction.

Correspondant LO



Lors d'une grève des ouvriers des Chantiers et de la sous-traitance en janvier 2023.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

États-Unis : la grève dans l'automobile, un encouragement pour tous les travailleurs

Aux États-Unis, la seconde semaine de la grève des ouvriers de l'automobile a été marquée par son extension, décidée par le syndicat UAW, à d'autres sites industriels.

Il ne fait aucun doute que cette grève est populaire parmi les travailleurs, bien au-delà de l'automobile. C'est certainement la raison pour laquelle Biden et Trump, qui s'affronteront probablement lors de l'élection présidentielle de 2024, ont tenu à se rendre chacun à leur tour à Detroit, centre historique de l'industrie automobile, et se proclament les meilleurs amis des travailleurs.

Mais Biden, président en exercice, n'a pas levé le petit doigt pour empêcher General Motors et Stellantis, qui est devenu un des trois grands constructeurs américains en absorbant Chrysler, de licencier des ouvriers dans des usines dont la production est ralentie par la grève.

Aux États-Unis, les entreprises peuvent en effet licencier leurs salariés dès que leurs profits l'exigent, quitte à réembaucher les mêmes travailleurs quelques mois

plus tard, mais ceux-ci ayant perdu les avantages liés à leur ancienneté. C'est ce que l'industrie automobile avait fait lors de la grande crise de 2008. Ainsi un cariste, rentré en intérim chez Ford en 2007 à 17 dollars de l'heure, avait réussi à grimper à 25 dollars, avant d'être licencié, puis réembauché en 2012 mais à nouveau à 17 dollars. À présent, gagnant 32 dollars de l'heure, il peut voir à ses côtés de nouveaux embauchés faire le même travail pour seulement 22 dollars. Pendant ce temps, le prix des véhicules que produisent ces ouvriers a augmenté, dépassant largement les 50 000 dollars et les mettant hors de leur portée.

Pour rattraper les pertes salariales accentuées par l'inflation, pour empêcher les patrons de sous-payer les nouveaux embauchés, pour arrêter les suppressions d'emplois, pour revenir sur les concessions en



Le 19 septembre, à l'usine d'assemblage Stellantis de Toledo, dans l'Ohio.

termes de jours de congés, de retraite, d'assurance-maladie que l'UAW a acceptées auparavant, beaucoup d'ouvriers sont prêts aujourd'hui à participer à la grève. Le nouveau président de l'UAW, Shawn Fain, se fait le porte-parole de ces sentiments lorsqu'il adopte un langage combatif au nom des intérêts de la classe ouvrière.

L'UAW n'a pas pour autant décidé d'utiliser toute la force potentielle des ouvriers de l'automobile. Le syndicat a par exemple

déclaré que les négociations d'un nouveau contrat de travail collectif avec Ford – qui vient d'ailleurs de conclure un accord avec un syndicat canadien – étaient en bonne voie. Il n'a donc pas étendu la grève chez Ford au-delà de la seule usine de Wayne dans le Michigan.

Par contre le syndicat a augmenté la pression sur General Motors et Stellantis en étendant la grève à 38 nouveaux sites, principalement des entrepôts de pièces détachées. Cela posera plus de problèmes aux concessionnaires, aux garagistes et aux particuliers réparant leur voiture qu'aux firmes automobiles elles-mêmes. Même avec cette extension de la grève, l'UAW n'a appelé à l'action que moins de 20 000 travailleurs sur ses 150 000 adhérents de l'automobile.

En 2019, l'ancienne direction de l'UAW avait mené une grève de quarante jours dans l'ensemble des usines de General Motors, se gardant bien de l'étendre aux deux autres constructeurs historiques même si leurs ouvriers voyaient avec

beaucoup de sympathie la lutte gréviste de leurs collègues. Le résultat avait été maigre pour les ouvriers de General Motors, d'où leur détermination cette année. En entamant la grève chez les trois grands constructeurs en même temps, mais en mobilisant peu d'ouvriers, la nouvelle direction de l'UAW n'est pas si différente de l'ancienne et entend bien elle aussi conserver une totale maîtrise de la mobilisation des travailleurs.

Tout en se disant partisan de l'unité des travailleurs, l'UAW les divise entre ceux de Ford et les autres, entre ceux appelés à la grève et ceux que le syndicat condamne à rester l'arme au pied. L'appareil syndical n'organise ni réunion, ni assemblée générale des grévistes, et ceux-ci n'ont pas de contrôle sur leur propre grève. Cela entrave la dynamique de ce qu'il faudrait développer en un vaste mouvement, correspondant vraiment aux aspirations des travailleurs face à l'arrogance des patrons. Mais l'avenir n'est pas écrit.

Lucien Déroit

Tuberculose : sortir de la misère... sortir du capitalisme

Vendredi 22 septembre, en clôture d'une réunion de sommet sur la tuberculose, dans le cadre d'une l'Assemblée générale de l'ONU, les dirigeants du monde n'ont pas hésité à s'engager à remplir dans les cinq années à venir tous les objectifs nécessaires pour mettre fin à cette épidémie.

C'est du culot et du cynisme ! Déjà, en 2018, les mêmes ou leurs prédécesseurs avaient signé un engagement similaire, qui n'a pas eu le moindre effet. C'est que, disent-ils, le Covid est passé par là, qui a tout freiné, tout empêché ; désormais, vous allez voir ce que vous allez voir... Plus d'un siècle après la découverte du BCG, la tuberculose reste l'une des maladies infectieuses les plus meurtrières voire la plus meurtrière au monde, avec 1,6 million de morts en 2021. Mais elle ne sévit pas n'importe où ni auprès de n'importe qui.

La tuberculose sévit d'abord et avant tout dans les pays pauvres d'où elle n'a jamais disparu et où elle n'a jamais cessé de faire des ravages. Mais, depuis des années, elle réapparaît dans

des pays où on la considérait comme une maladie d'une autre époque, une maladie disparue. Aux États-Unis, en Grande Bretagne, en France, elle réapparaît dans de grandes villes, en lien avec le développement de la misère, là où des populations s'entassent dans des logements insalubres, voire dans des campements de fortune, là où l'accès aux services de santé est une utopie.

Pourtant on dispose de toutes les armes nécessaires pour lutter contre la tuberculose. Ces vingt dernières années, des progrès importants ont même été faits, tant pour le diagnostic que pour le traitement de la maladie. Mais encore faut-il y avoir accès, à l'heure où aussi bien les nouveaux tests de dépistage que les nouvelles

molécules sont protégés par leurs brevets détenus par de grandes entreprises de l'industrie pharmaceutique et facturés au prix fort.

À l'occasion de la réunion de l'ONU sur la tuberculose, le directeur général de l'OMS a déclaré : « Pendant des millénaires, nos ancêtres ont souffert et sont morts, sans savoir ce qu'était cette maladie. (...) Aujourd'hui, nous avons les connaissances et les outils dont ils rêvaient. » Puis il a conclu qu'en utilisant ces outils et en en concevant de nouveaux, il est désormais possible de « mettre un point final à l'histoire de la tuberculose ».

Preuve est faite au contraire que les connaissances, les découvertes et les outils ne suffisent pas. Pour que l'humanité puisse maîtriser les avancées scientifiques et technologiques, il faudra en priorité exproprier les grands groupes, les placer sous le contrôle collectif des travailleurs.

Sophie Gargan

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 234 (septembre-octobre 2023) :

- Niger : l'engrenage de la guerre ?
- L'impérialisme français et sa politique indopacifique
- Violences policières, violences urbaines : symptômes d'une société injuste
- Mexique : la prochaine « transformation » sera l'œuvre des travailleurs
- La guerre de Poutine en Ukraine et contre son propre peuple
- Les frères Bonneff, reporters de la cause ouvrière

Prix : 2,50 euros-Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro

